Palestine, le double jeu français

Comité Action Palestine, le 6 avril 2024

Alors que les balles et les missiles éventraient les civils palestiniens dont des milliers d'enfants, alors que dans les instances du pouvoir sioniste se décidait le génocide en cours à Gaza, fin octobre 2023, la France a livré 100 000 pièces de cartouches pour fusils mitrailleurs à l'armée « israélienne ». Business is business. Que vaut la vie d'un Palestinien à côté de profits mirifiques ? D'un côté, la France demande le cessez-le-feu, de l'autre, elle vend des munitions aux sionistes qui, jour et nuit, assassinent les civils palestiniens. Il faut rappeler qu'Emmanuel Macron avait proposé au monde, peu après le 7 octobre, de former une coalition internationale type anti-DAESH contre Gaza. Cette proposition était tellement insensée et irréaliste que même ses alliés lui avaient ri au nez. La présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet s'est rendue, elle aussi, en « Israël » pour apporter son soutien inconditionnel à Netanyahou. La France a toujours soutenu la colonisation de la Palestine. En étant parfois plus royaliste que le roi.

En 1957, la France livre à « Israël » les secrets de fabrication de la bombe nucléaire. Sous un gouvernement de gauche, elle a permis que l'Etat sioniste puisse se doter de l'arme la plus dissuasive et la plus meurtrière qui puisse exister. C'est sous ce même gouvernement que la France intervient militairement en Egypte, avec les Britanniques et les « Israéliens », lorsqu'en 1956 le nationaliste Jamel Abdel Nasser décide de nationaliser le Canal de Suez. La collaboration de la France et de l'entité sioniste, quel que soit le régime en place, ne date pas d'aujourd'hui. Le sionisme et l'impérialisme français sont les deux faces de la même pièce. L'enjeu, au-delà de l'intérêt commercial strict,

est le contrôle du monde arabe et ses gigantesques ressources. Que la France livre des armes à « Israël », il n'y a rien de plus normal. Le double langage est lui aussi normal, puisqu'il faut cacher le crime.

Alors que les dirigeants français se targuent de défendre les droits de l'homme, leur industrie de l'armement fait des profits gigantesques. Peu importe l'acheteur, qu'il soit israélien, saoudien ou égyptien. Peu importe l'utilisation de ses armes, l'essentiel est que le profit soit toujours plus grand. Il faut vendre des armes au dictateur égyptien pour réprimer sa population. Il faut vendre des armes au dictateur saoudien pour assujettir sa population et faire la guerre au Yémen. Il faut vendre des armes aux sionistes pour liquider la cause de la résistance palestinienne. Il faut avant tout faire du profit et aider les dictatures alliées pour maintenir l'ordre colonial et capitaliste. Liberté, égalité, fraternité, c'est aujourd'hui une devise qui couvre le crime contre les peuples opprimés.

Alors que les dirigeants français prétendent défendre la liberté d'expression, de nombreux propalestiniens sont aujourd'hui poursuivis pour « apologie de terrorisme ». La France vend des armes utilisées contre des civils en Palestine, mais elle traduit en justice des défenseurs de la juste cause du peuple palestinien. Alors que la tentative de dissolution du Comité Action Palestine en février 2022 avait échoué, depuis le 7 octobre l'hystérie prosioniste du gouvernement français s'abat sans faiblir sur des militants. Leur tort n'est pas l' « apologie du terrorisme », mais bien d'avoir fait leur devoir en soutenant la résistance palestinienne et d'avoir montré que si terrorisme il y a, il est du côté « israélien ». La Cour de justice internationale n'a pas hésité à dire que l'intervention militaire « israélienne » à Gaza est en réalité bien plus grave que le terrorisme : c'est un génocide !

En dépit des conclusions de cette Cour, en dépit des

déclarations onusiennes, en dépit des 35 000 Palestiniens assassinés et des 15 000 enfants tués par les bombardements incessants, aux yeux du gouvernement français, il n'y a qu'un seul coupable : le militant propalestinien ! A l'image du résistant communiste Georges Ibrahim Abdallah qui croupit dans les geôles françaises depuis près de 40 ans, alors qu'il est libérable depuis 1999. Georges Ibrahim Abdallah paie le prix fort son engagement antisioniste et anti-impérialiste. En revanche, des sionistes, ici en France, peuvent faire l'apologie de génocide et recourir à la violence, ils ne seront jamais inquiétés. La France est bien colonialiste. Pour une part de la population de plus en plus importante, le double langage ne fait plus illusion. La résistance doit se poursuivre, malgré les intimidations et la répression. Les militants antisionistes sont du bon côté de l'histoire, celui de la justice pour le peuple palestinien et tous les peuples opprimés.

Palestine vivra ! Palestine vaincra !

Photographie : Comité Action Palestine, manifestation nationale pour la libération de Georges Ibrahim Adallah, le 6 avril 2024 à Lannemezan.